



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

1^{er} trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022

(Octobre– Décembre 2021)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH



FONDS BRH



@BRHHaiti



TABLE DES MATIERES

1	VUE D'ENSEMBLE	2
2	L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL	2
2.1	L'ECONOMIE MONDIALE	2
2.2	L'ECONOMIE HAÏTIENNE	4
	SECTEUR REEL	5
	SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES	5
3	DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 1 ^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2022	7
4	LES AGREGATS MONETAIRES AU 1 ^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2022	8
5	LES RESULTATS ET INDICATEURS CLES DU SECTEUR FINANCIER	9
5.1	LE SYSTEME BANCAIRE	9
	EVOLUTION DES RATIOS CLES DU SYSTEME BANCAIRE	10
	REPARTITION DU CREDIT PAR GENRE ET PAR REGION GEOGRAPHIQUE	11
5.2	LES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT (CEC)	12
6	PERSPECTIVES	13

1 VUE D'ENSEMBLE

Au premier trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022, le cadre de mise en œuvre de la politique monétaire a été caractérisé par le ralentissement de l'activité économique tant à l'échelle mondiale que nationale. Au niveau international, la conjoncture a été marquée par la rupture persistante au niveau des chaînes d'approvisionnement, laquelle a été exacerbée par les incertitudes autour de la multiplication des cas de Covid-19 notamment liée à la propagation du variant Omicron. Dans la Zone Euro, en dépit du maintien du rythme de progression de l'activité, la croissance a été empreinte d'une hétérogénéité au niveau de la performance économique des pays membres. Aux États-Unis, cette situation a amplifié les pressions inflationnistes et fragilisé la dynamique du marché du travail en dépit du maintien de l'évolution à la baisse du taux de chômage. Si, au niveau de la région Amérique Latine et Caraïbes, les prix ont évolué à la hausse dans un contexte de reprise inégale dans les différentes économies, la région a connu une croissance de 6,3 %, laquelle repose en grande partie sur la reprise des activités, dès le troisième trimestre de 2021. En République Dominicaine, la reprise s'est consolidée avec un renforcement de la croissance au niveau des principaux secteurs d'activité. S'agissant des cours des produits de base sur le marché international, ils ont poursuivi leur évolution à la hausse sous l'effet de l'augmentation de la demande mondiale dans un contexte de contraction de l'offre.

En proie aux effets post-désastres du tremblement de terre du mois d'août 2021, l'activité économique nationale, pour la période sous revue, a pâti de la crise socio-politique, charriant une longue période de pénurie de carburant. En effet, ces raretés prolongées, associées à l'aggravation des conditions sécuritaires, ont restreint davantage les conditions d'approvisionnement des marchés. Les anticipations négatives qui en ont découlé, ont exacerbé les tensions sur le marché des changes et entraîné l'accentuation des pressions inflationnistes renforcées par l'ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe et le renchérissement des prix chez nos principaux partenaires commerciaux.

Dans ce contexte, la BRH a poursuivi sa politique de reprise systématique de la liquidité gourdes, afin de contenir les effets de cette conjoncture défavorable sur l'évolution des prix et sur la stabilité macroéconomique en général.

2 L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL

2.1 L'ECONOMIE MONDIALE

Les prévisions de décembre 2021 du Fonds Monétaire International (FMI) ont tablé sur une croissance mondiale de 5,5 % pour l'année 2021, soit 40 points de base de moins par rapport à celle projetée en

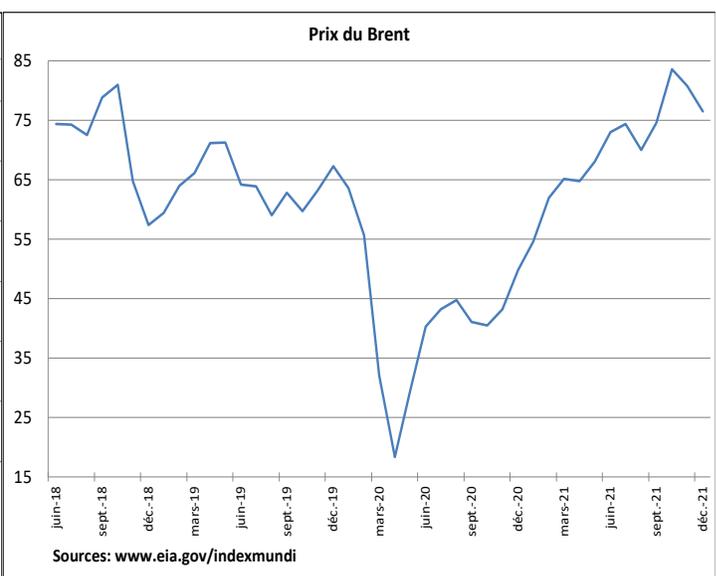
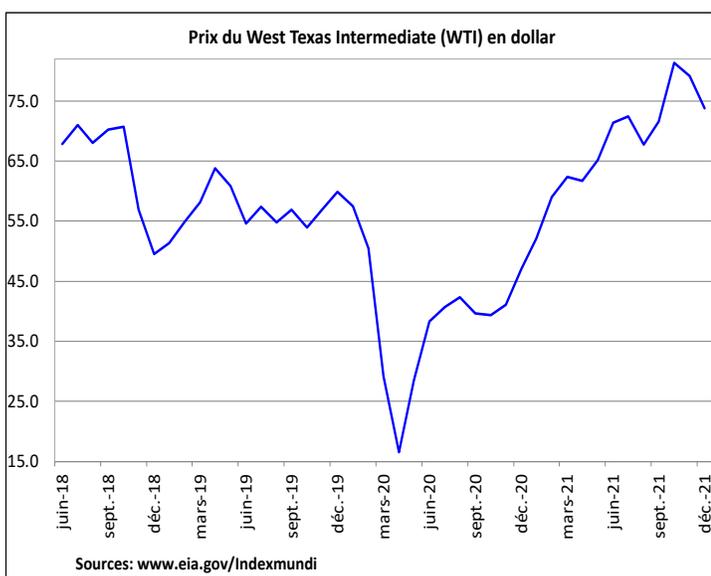
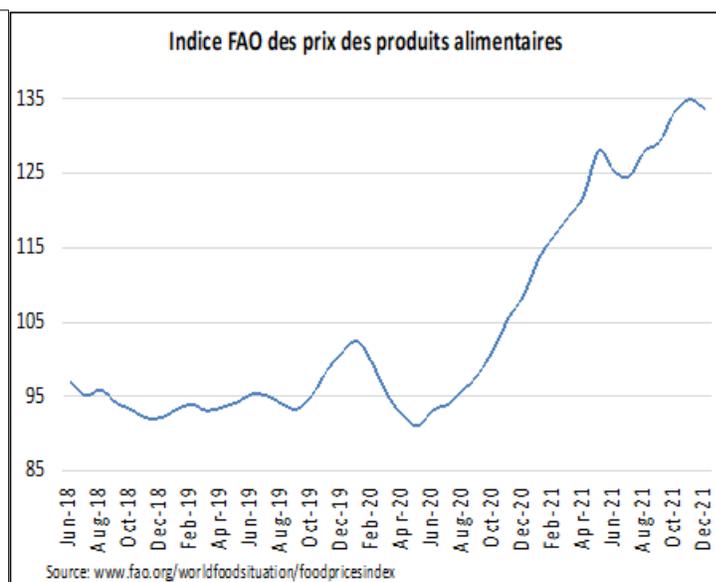
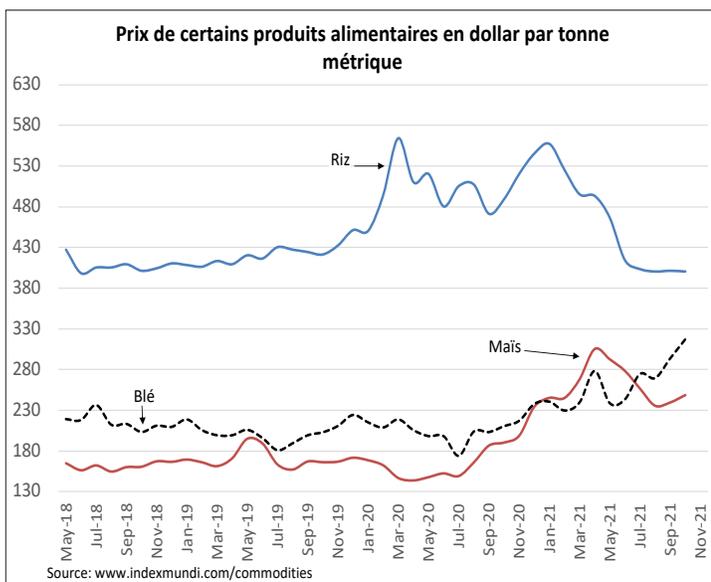
septembre. Dans la Zone Euro, le dynamisme enregistré par certaines économies dont la France, a pu contrebalancer la baisse de l'activité en Allemagne et en Espagne entre autres. Aux États-Unis, le ralentissement de la croissance s'est reflété à travers un essoufflement du marché du travail, avec 200 000 emplois de moins que le nombre anticipé.

Toutefois, selon les Banques Centrales des pays susmentionnés, un resserrement s'impose. Ces autorités penchent pour une remontée des taux directeurs et un ralentissement des programmes de rachats de titres, en raison des conditions monétaires récentes. Les prix ont poursuivi leur tendance à la hausse dans la Zone Euro et aux États-Unis, en raison des problèmes dans les chaînes de production et du renforcement de la demande de biens et services. Par ailleurs, l'inflation annuelle en République Dominicaine est restée en dehors de l'intervalle cible de $4\% \pm 1$, sous l'effet de l'augmentation des prix des matières premières sur les marchés internationaux.

Pays et région\ Indicateurs en novembre 2021	Taux d'inflation	Taux de chômage	Projection de croissance 2021
Zone Euro	4,9 %	7,3 %	5 %
États – Unis d'Amérique	7 %	3,9 %	6 %
République Dominicaine	8,5 %	6,8 %*	11 %

Sources: IMF World Economic Outlook, Fed, BCRD.
**taux de chômage à septembre 2021*

En ce qui a trait aux produits de base sur le marché international, les prix de la plupart de ces derniers ont poursuivi leur hausse enclenchée depuis août 2021. En effet, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a augmenté de 3,48 % en rythme trimestriel pour atteindre 133,7 points en décembre 2021. S'agissant des produits pétroliers, le cours du Brent est passé de 74,60 dollars américains en septembre 2021 à 76,52 dollars le baril en décembre 2021, tandis que celui du WTI s'est établi à 73,81 dollars ÉU en décembre, contre 71,36 dollars en septembre 2021.



2.2 L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

Au premier trimestre de l'exercice 2021-2022, l'activité économique a été marquée par la dégradation du climat des affaires tributaires de la détérioration des conditions sécuritaires et des périodes prolongées de rareté de carburant. Cette situation a affecté la production des biens et des services et a renforcé davantage la posture attendiste des agents économiques. En effet, les difficultés liées au transport, entre autres, ont occasionné des raretés de certains intrants et ont poussé certaines entreprises à la suspension temporaire ou définitive de leurs activités, pendant que d'autres ont dû fonctionner à horaire réduit.

SECTEUR REEL

Pour le secteur agricole, les données de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et celles de Famine Early Warning Systems Network (FewsNet) font état d'une faible disponibilité de semences pour les mois d'octobre et de novembre, en raison d'une production en-deçà de la moyenne lors des périodes précédentes. Parallèlement, les conditions sécuritaires ont interrompu une fois de plus les chaînes d'approvisionnement locales, alimentant les anticipations négatives des agents économiques.

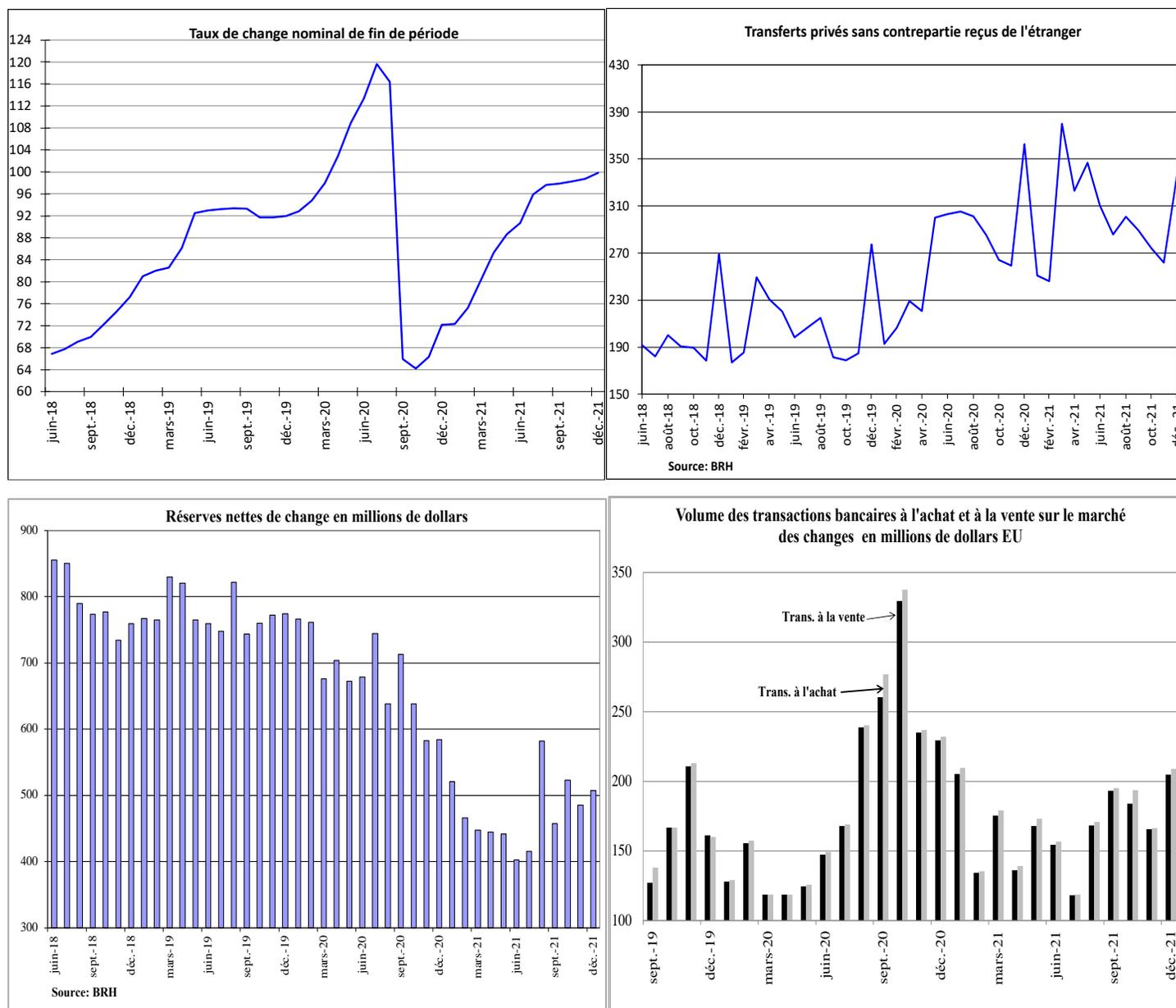
Cet attentisme, poussant à reporter ou à annuler certaines décisions de consommation et d'investissement, s'est reflété dans l'évolution de tous les secteurs de l'économie, particulièrement au niveau du crédit. En effet, pris ensemble, le crédit aux entreprises et à la consommation a reculé de 1,5% par rapport au trimestre précédent. De même, une augmentation du taux d'improductifs a été observée, ce qui témoigne d'une détérioration de la situation financière des entreprises et des ménages débiteurs.

Au-delà de l'effet de base, l'impact des chocs d'offre tant au niveau local que sur le marché international a résulté en un renchérissement des prix à la consommation au cours de la période sous revue. En rythme mensuel, l'inflation a largement dépassé la barre historique de 1 %, s'établissant à 4,6 % et à 4,7 % respectivement en octobre et novembre 2021. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est fortement accéléré pour atteindre 24,6 % en novembre 2021, après 13,1% en septembre dernier.

SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

Quant au secteur externe, une baisse des transferts et une faible progression du taux de change ont été constatées, tandis que de l'évolution combinée des importations et des exportations s'est traduite par une amélioration du solde commercial en octobre 2021. Ainsi, les importations se sont élevées à 293,78 millions de dollars ÉU, en baisse de 5,69 % par rapport à juillet 2021. Parallèlement, les exportations ont crû de 25,68 % par rapport à juillet pour atteindre 130,72 millions de dollars ÉU. Les transferts privés sans contrepartie, provenant des États-Unis (67 %) et du Chili (8 %), se sont établis à 535,87 millions de dollars ÉU d'octobre à novembre 2021, tout en reflétant la saisonnalité constatée récemment au niveau de ces envois de fonds. Toutefois, en dépit d'une hausse de la demande de devises alimentée notamment par les besoins aux fins migratoires, et le repli de 8,37 % des transferts par rapport aux deux premiers mois du trimestre passé, le taux de change a connu une évolution relativement stable, passant de 97,84 en septembre à 99,86 gourdes pour un dollar ÉU en décembre

2021. Ainsi, sur le trimestre, la gourde s'est dépréciée de 2,1 % contre 7,4 % un trimestre plus tôt. Par ailleurs, en dépit des interventions de la Banque Centrale pour lisser les fortes variations du change, la BRH a pu conforter son coussin de réserves internationales nettes (RIN), lesquelles ont atteint 507,71 millions de dollars ÉU en décembre 2021 contre 457,61 millions au trimestre précédent. Dans le même temps, les réserves brutes ont été estimées à plus de 3,5 mois d'importations.

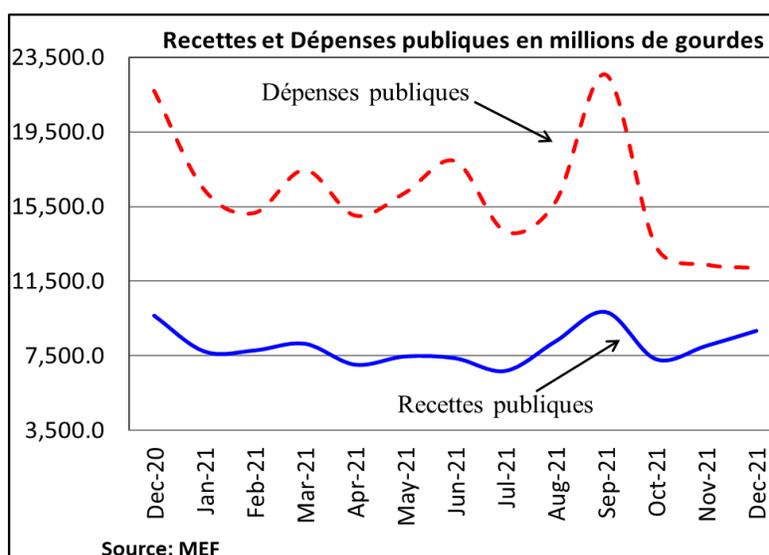


Nonobstant la paralysie partielle des activités au début de l'exercice qui a significativement impacté les organismes publics, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien sur le trimestre ont connu une hausse de 3,3 % comparativement au trimestre précédent, passant de 24 871,57 MG à 25 692,2 MG¹. La

¹ Données au 30 décembre 2021

hausse des recettes est conforme à la tendance généralement observée au cours de cette période, traduisant le paiement annuel de certaines taxes, notamment celles relatives à l'émission des nouvelles plaques d'immatriculation. L'analyse des opérations budgétaires et de trésorerie pour le premier trimestre de cet exercice indique que les recettes fiscales ont représenté 37,94 % des ressources totales de l'État.

Cependant, une tendance inverse a été enregistrée dans les dépenses publiques qui ont baissé de 13,8 % pour totaliser ainsi 45 220,9 MG au cours du trimestre sous étude, soit 51 % du total des décaissements effectués par l'Etat et 2,7 % du PIB de 2021. Ces opérations du Trésor Public se sont soldées par un déficit donnant lieu à un financement de la BRH à hauteur de 20 878,3 MG, en dépit des émissions des bons du Trésor. En effet, sur le trimestre sous-étude, l'encours de ces titres s'est porté à 35 844,32 MG. En termes nets, les émissions de bons du Trésor sur le premier trimestre 2022 ont permis de couvrir des besoins de financement à hauteur de 1 644,32 MG.



3 DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 1^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2022

Dans un contexte marqué par un financement monétaire élevé et la persistance de chocs négatifs sur les investissements, la Banque Centrale a maintenu le statu quo sur les taux directeurs, tout en poursuivant sa stratégie de reprise de la liquidité excédentaire à travers l'encours des bons et les obligations BRH ainsi que, de manière subsidiaire, les interventions sur le marché des changes.

En soutien à l'offre de dollars, la BRH a procédé à des injections totalisant 127 millions de dollars, ce qui a aussi permis de stériliser environ 12 milliards de gourdes de liquidité. Cependant, en raison des

mouvements saisonniers à la baisse, attendus pour le trimestre à venir, la Banque Centrale a dû moduler ses interventions sur le marché des changes de façon à préserver ses réserves nettes de change. Des achats nets de l'ordre de 11 millions de dollars ont été enregistrés d'octobre à décembre 2021, contre celui de 2,8 millions de dollars au trimestre précédent. Par ailleurs, l'encours des obligations BRH a augmenté, passant de 4,2 milliards de gourdes en septembre 2021 à 4,62 milliards en décembre 2021, ce qui traduit l'attractivité continue de ce produit pour les agents économiques.

Parallèlement, les taux sur les bons BRH ont été maintenus à 4 %, 6 % et 10 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement ainsi que le taux de mise en pension à 17 %. L'encours de ces titres a toutefois diminué, passant de 2 548 MG en septembre 2021 à 1 300 MG en décembre, afin de faciliter la souscription des institutions financières aux certificats de trésorerie émis par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). Aucun changement n'a été effectué au niveau des taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars, lesquels sont restés respectivement à 40 % et 51 % pour les banques commerciales et 28,5 % et 39,5 % pour les banques d'épargne et de logement. De même, la couverture en gourde des réserves sur les passifs en devises a été maintenue à 12,5 %.

D'un autre côté, la BRH a renforcé son cadre de régulation en définissant les règles de fonctionnement des fournisseurs de services de paiement électronique, à travers la circulaire 121, publiée au début du mois de décembre 2021. Cette mesure permettra à la réglementation de s'adapter aux mutations de l'écosystème financier en s'assurant que les droits des usagers sont protégés et que le développement du secteur est stimulé.

4 LES AGREGATS MONETAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2022

L'évolution des agrégats monétaires au premier trimestre de l'exercice 2022 a été empreinte de celle du financement monétaire et de la préférence des agents économiques pour la liquidité, reflétant un contexte incertain et les effets saisonniers associés aux fêtes de fin d'année. En effet, les données préliminaires de décembre 2021 font état d'une accélération du rythme de progression de la base monétaire au sens restreint. Celle-ci s'est accrue de 8,22 % entre septembre et décembre 2021 contre une hausse de 3,44 % un trimestre plus tôt. Le pic saisonnier de la monnaie en circulation lié à la période festive (+12,44 %) explique essentiellement le comportement de la monnaie centrale. La base monétaire au sens large a crû, pour sa part, à un rythme inférieur à celui du dernier trimestre, soit 5,54 % contre 7,5 % en septembre. Cette situation est imputable à l'évolution similaire des dépôts en dollars des banques commerciales à la BRH qui ont augmenté de 1,66 %. Cependant, l'effet change a

été moins important en comparaison au trimestre précédent car, pris en volume, ces derniers se sont contractés de 1,50 %,

Du côté de l'actif du bilan de la Banque Centrale, en absence d'appuis budgétaires, la tendance à la hausse des créances nettes sur l'État a été maintenue, leur variation s'inscrivant à 11,47 % contre 4,55 % au trimestre précédent. Parallèlement, les avoirs extérieurs nets de la BRH exprimés en gourdes ont enregistré une progression de 4,28 %.

Les données provisoires au 30 novembre 2021 ont fait ressortir une hausse de 1,35 % de l'agrégat M3 par rapport à septembre 2021 pour s'établir à 527,26 milliards de gourdes. Cette évolution est la même au niveau de toutes ses composantes, hormis les dépôts à termes en gourdes qui se sont contractés de 7,26 %. Ce repli témoigne de la préférence des agents pour des actifs plus liquides dans un contexte d'incertitudes socio-politiques. Les dépôts en dollars libellés en monnaie nationale, pour leur part, ont progressé de 0,96 % sous l'impulsion du taux de change puisqu'en dollars, ils ont accusé une baisse de 0,41%, sous l'effet de la baisse des transferts reçus sur compte au cours des deux premiers mois du trimestre sous revue.

L'accroissement de la masse monétaire a été financé principalement par la progression du crédit au secteur public, lequel a augmenté de 10,35 % au premier trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022. Parallèlement, le portefeuille du crédit privé s'est replié de 2,77 %, en raison des incidences négatives de la dégradation du climat des affaires affectant à la fois l'offre et la demande de crédit.

5 LES RESULTATS ET INDICATEURS CLES DU SECTEUR FINANCIER

5.1 LE SYSTEME BANCAIRE

L'analyse des indicateurs et ratios financiers, calculés à partir des données disponibles au 30 novembre 2021, font état d'une amélioration de la structure financière et de la rentabilité du système bancaire. En effet, les actifs du système ont augmenté de 1,31 % par rapport au 4^{ème} trimestre de l'exercice précédent. Ce résultat positif résulte de la progression, entre autres, des « Avoirs dans les banques locales » de 34 %. A noter que la baisse des taux directeurs de la BRH opérée en mars 2020 avait pour objectif de faciliter l'accès au crédit en vue de permettre, d'une part, de faire face aux effets de la pandémie sur l'économie et, d'autre part, aider à la reprise des activités pour une relance Post-Covid.

Toutefois, l'impact négatif du contexte sociopolitique sur l'activité économique s'est traduit par un recul de l'octroi des crédits dans l'économie. En effet, les crédits en gourdes ont diminué de 3,5 % par rapport à la fin de l'exercice précédent, après une hausse de 2,5 % sur le dernier trimestre 2020-2021. De plus,

les prêts nets ont reculé de 1,5 % en variation trimestrielle. Cette baisse au niveau des prêts peut expliquer la diminution de 283 points de base des taux d'intérêt sur les opérations en gourdes pour s'établir en moyenne à 13,75 % au trimestre sous étude. Les banques commerciales se sont donc tournées vers d'autres actifs ; les « Bons BRH » ont progressé de 4,1 %, les « Bons du trésor » de 5,87 %, les « Autres liquidités » de 6,11 % et les « Autres actifs » de 9,28 %. Si les prêts nets ont connu une baisse de 1,5 %, les dépôts totaux ont quant à eux enregistré une légère progression de 1 % par rapport à septembre 2021, pour atteindre 428 milliards de gourdes. Conséquemment, le ratio « Prêts bruts/Dépôts totaux », indicateur d'intermédiation bancaire, a connu une baisse de 80 points de base pour s'établir à 31,9 %.

EVOLUTION DES RATIOS CLES DU SYSTEME BANCAIRE

En ce qui concerne les ratios clés du système bancaire, le premier trimestre fait montre d'une détérioration de la qualité de l'actif. Ainsi, le ratio « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts », a atteint 7,02 % contre 5,61 % au quatrième trimestre 2020-2021. La hausse des prêts improductifs dans un contexte de ralentissement économique a résulté en une baisse de la couverture de ces derniers ; d'où une contraction de 10,06 points de pourcentage du ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » qui a atteint à 85,04 % au 30 novembre 2021.

Ratios clés du système bancaire	Au 30 septembre 2021	Au 30 novembre 2021
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	103.11%	85.04%
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	5.61%	7.02%
Rendement des prêts productifs	10.71%	10.50%
Ratios de rentabilité bancaire		
ROA	1.71%	1.78%
ROE	18.37%	22.95%
Niveau de la dollarisation du système		
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	66.14%	66.12%
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	44.95%	46.07%

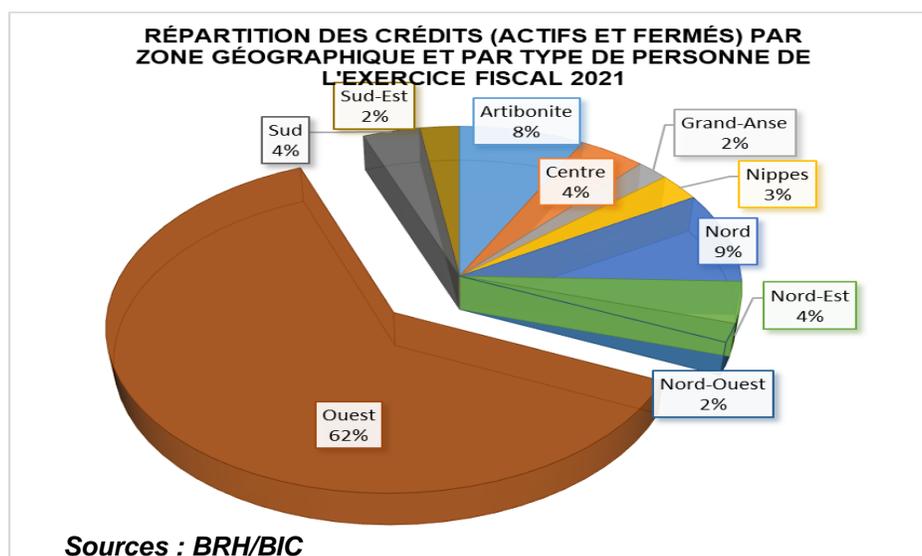
En dépit de la détérioration de la qualité de l'actif, une amélioration de la rentabilité bancaire a été enregistrée par rapport à l'année précédente. Le rendement de l'actif (ROA) s'est établi à 1,78 % au 30 novembre 2021 contre 1,71 % au 30 novembre 2020. Parallèlement, le rendement des fonds propres (ROE) s'est également amélioré, se fixant à 22,95 % contre 18,37 % à la fin de l'exercice précédent.

D'un autre côté, la structure financière du système s'est renforcée par rapport au trimestre précédent, en témoigne le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » qui s'est fixé à 7,84 % contre 7,70 % au dernier trimestre de l'exercice précédent.

En novembre 2021, les données ont fait montre d'une évolution mitigée des différents indicateurs permettant de mesurer le niveau de la dollarisation du système. Les dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux sont restés quasiment inchangés, passant de 66,14 % au dernier trimestre 2020-2021 à 66,12 % au mois de novembre 2021. En ce qui a trait au ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux », il s'est fixé à 46,07 % au premier trimestre en cours contre 44,95 % au dernier trimestre de l'exercice précédent. Ainsi, l'actif en devises converties au premier trimestre de l'exercice en cours a été maintenu inchangé par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2021, soit 57,26 %.

REPARTITION DU CREDIT PAR GENRE ET PAR REGION GEOGRAPHIQUE

Les données reportées par les institutions financières au Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), à savoir les Banques commerciales et institutions de microfinance, indiquent que seulement 3 % des emprunteurs sont des entreprises et le montant total qui leur est accordé représente 65,79 % du montant total octroyé. A noter que 70,81 % de ces entreprises ont bénéficié des crédits en gourdes contre 29,19 % en dollars. En ce qui concerne les crédits accordés aux individus, les femmes sont minoritaires en termes de bénéficiaires des crédits. En effet, dans 64,68 % des cas, les bénéficiaires étaient des hommes, tandis que le montant total de leur portefeuille représente 53,81 % du total. Les informations relatives à la répartition géographique du crédit soulignent la concentration des activités dans l'Ouest (62 %), suivi du Nord (9 %) et de l'Artibonite (8 %).



5.2 - LES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT (CEC)

Au 30 septembre 2021, l'enveloppe des prêts bruts accordés dans le secteur coopératif a enregistré une hausse de 21,03 % pour atteindre 11,52 milliards de gourdes (MMG)². Le volume des dépôts du secteur a connu une progression moins soutenue que celle des prêts bruts (+19,90 % ; 2,70 MMG). La progression des prêts bruts et des dépôts a conduit à une évolution à la hausse du ratio « crédit/dépôts » passant de 70,04 % en 2020 à 79,89 % en 2021. Par ailleurs, le portefeuille de prêts s'est révélé de bien meilleure qualité par rapport au 30 septembre 2020. Le stock de crédits non performants du secteur a connu une diminution de 17,93 % et représente 4,38 % de l'encours des prêts au 30 septembre 2021. Parallèlement, le stock de provision pour créances douteuses des caisses populaires a chuté de 21,22 % pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021. Toutefois, le taux d'exposition des fonds propres à court terme s'est établi à 2,50 %.

Indicateurs Clés des CEC en glissement annuel	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2021
Prêts et Dépôts au niveau des CEC		
Enveloppe des prêts bruts accordés	9.08 MMG	11.52 MMG
Ratio « crédit/dépôts »	70.04 %	79.89 %
Indicateurs de rentabilité financière des CEC		
ROA	3.75 %	5.04 %
ROE	18.19 %	24.43 %
Rendement du portefeuille	26.14 %	27.04 %

La rentabilité des Caisses s'est renforcée contrairement à l'exercice précédent. Les trop-perçus dégagés en 2021 se sont élevés à 1 milliard de gourdes, soit une croissance de 59,12 % (+372,18 MG) par rapport à l'exercice 2019-2020. Cette performance a été supportée par la croissance des revenus d'intérêt sur le portefeuille de crédit (+11,15 % ; +242,11 MG), la hausse des gains sur change (+133,14 % ; +166,83 MG) et la baisse de 40,12 % de la dotation à la provision pour créances douteuses. Ces résultats ont été obtenus en dépit de la hausse des dépenses d'exploitation (+12,80 % ; +203,57 MG) et de la diminution des subventions reçues par les CEC (-66,60 %). Par ailleurs, le rendement du portefeuille s'est amélioré en passant de 26,14 % au 30 septembre 2020 à 27,04 % au 30 septembre 2021, soit une progression de 0,90 point de pourcentage. Cette amélioration a été ressentie dans le rendement de l'actif (ROA) et de l'avoir du secteur (ROE) qui ont crû respectivement de 1,29 point de pourcentage (3,75 % en 2020 et 5,04 % en 2021) et de 6,24 points de pourcentage (18,19 % en 2020 et 24,43 % en 2021). Sachant que la pandémie a fortement impacté les branches d'activités du secteur informel et, si l'on se

² Dernière date de disponibilité des données collectées

base sur l'hypothèse que les clients des coopératives évoluent principalement dans ledit secteur, on peut affirmer que l'année 2021 a été bien meilleure que 2020 pour les agents économiques du secteur informel.

6 PERSPECTIVES

Les perspectives pour l'économie haïtienne en 2022 demeurent mitigées. Le comportement du taux de change et de l'inflation dépendra, au-delà des chocs exogènes, de l'amélioration du climat des affaires. Sur le plan externe, la poursuite du renchérissement des produits de base sur le marché international risque d'alourdir la facture d'importations du pays et d'amplifier les pressions inflationnistes. Ces dernières pourraient être exacerbées, au niveau interne, par la dégradation des conditions sécuritaires qui peut restreindre les conditions d'approvisionnement des marchés à travers le pays.

Cependant, la mise en place d'un budget réaliste et la recherche d'une meilleure coordination entre les politiques fiscale et monétaire à travers le suivi rigoureux d'un pacte de gouvernance économique et financière, devraient limiter l'effet monétaire dans l'alimentation des pressions inflationnistes. De même, l'engagement et les actions des autorités publiques dans le sens de l'amélioration du cadre macroéconomique, devraient jeter les bases pour la discussion et la signature d'un accord avec le Fonds Monétaire International (FMI). Un tel accord faciliterait la matérialisation de l'engagement des bailleurs dans le cadre de la relance du Grand Sud et viendrait renforcer les ressources de l'État nécessaires au financement des dépenses d'investissement susceptibles de stimuler l'investissement privé. Parallèlement, ceci permettrait de limiter le recours au financement monétaire et faciliter ainsi la stabilisation du change ainsi que l'atténuation des effets rémanents de l'ajustement des prix à la pompe sur les prix à la consommation.

Par ailleurs, la BRH veillera à ce que toutes les actions en matière de politique monétaire, au cours des deux prochains trimestres, s'inscrivent dans la lignée des objectifs fixés dans le Plan stratégique globale de l'institution qui a été présenté à la population en décembre 2021. Il s'agira aussi d'effectuer des évaluations systématiques et d'apporter les ajustements nécessaires, en vue de maintenir le cap vers une banque centrale moderne et efficiente, assumant son rôle dans la stabilité des prix et la modernisation du système financier, tout en soutenant les secteurs productifs pour une croissance durable et inclusive.